



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-49450>

Département(s) de publication : 28

Annonce n° 24-49450

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Conseil départemental d'Eure-et-Loir

Correspondant : Le Président

Adresse : Direction des affaires juridiques - Service de l'achat public, PLACE CHÂTELET, 28028
CHARTRES

Coordonnées :

Téléphone : 0237235842

Courriel : achatpublic@eurelien.fr

Adresse internet : <http://www.eurelien.fr>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://eurelien.fr/mon-departement/marches-publics/>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du futur schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables SPASER 2025-2028

Lieu d'exécution : Département d'Eure-et-Loir, 28000 Chartres

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : La présente consultation a pour objet de fournir au Conseil départemental d'Eure-et-Loir une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de son Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables. Il devra constituer un outil opérationnel et de mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'achat public, internes et externes, et permettre de démontrer l'engagement du Conseil départemental d'Eure-et-Loir pour sa mise en oeuvre. Le titulaire devra proposer une structure de SPASER pertinente dans laquelle devront notamment apparaître les axes stratégiques à poursuivre, les chantiers/actions à mener, les familles d'achats et marchés concernés par ces actions, ainsi que des objectifs chiffrés réalistes, des indicateurs opérationnels, et la gouvernance associée à mettre en oeuvre. Le SPASER devra constituer une véritable feuille de route se traduisant par une démarche collective et responsable qui donnera lieu à un plan d'actions annuel et sur la durée de vie du SPASER (2025-2028)

Refus des variantes.

Section 5 - Conditions relative au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Les crédits sont inscrits au budget du département (ressources propres). Les paiements seront effectués par mandat administratif dans un délai de 30 jours

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Il n'est pas imposé de forme de groupement. Toutefois, en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire du groupement sera solidaire de l'ensemble des membres

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément de celles faites en français : français

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 24/05/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2024-068

Renseignements complémentaires : Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info> Code NUTS : FRB02 Marchés réservés : NON La prestation est réservée à une profession particulière : Non Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cedex 1 Tél : 0238775900 Fax : 0238538516 Mel : greffe.ta-orleans@juradm.fr Organe chargé des procédures de médiation : Tribunal administratif d'Orléans, Service Médiation, 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cedex 1 Tél : 0238775900 Fax : 0238538516 Mel : greffe.ta-orleans@juradm.fr Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7

du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Lieu (x) d'exécution : Conseil Départemental d'Eure et Loir 28000 CHARTRES

Section 14 - Informations complémentaires

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25/04/2024